

De : AWID, CREA, Count Me In consortium, ILGA World, IRAW Asia-Pacifique, Initiative pour les droits sexuels (SRI)

À : La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, Mme Reem Al Salem

CC : Chef du service des procédures spéciales, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Mme Beatriz Balbin

Objet : communication officielle à l'intention du mandat

30 novembre 2022

Chère Madame Al Salem,

Nous, les organisations soussignées, avons pris connaissance de la publication de la lettre du 23 novembre 2022 envoyée par votre Mandat au gouvernement britannique, concernant le projet de loi sur la réforme de la reconnaissance du genre (Écosse) (GRR, *selon son sigle en anglais*) actuellement en cours d'examen au Parlement écossais.

En tant que coalition d'organisations féministes et internationales de défense des droits des femmes, nous croyons fermement au droit à l'autonomie corporelle pour toutes les personnes, qu'elles soient cis, trans ou non binaires. Nous considérons les changements proposés dans le GRR comme des étapes positives vers la reconnaissance, la protection et la réalisation des droits humains des personnes trans. Nous considérons que cette avancée est conforme à d'importants documents de l'ONU<sup>1</sup>. Nous partageons également votre proposition de reconnaître et d'admettre les identités non binaires, telles que les identités de genre qui n'entrent ni dans la catégorie "homme" ni dans la catégorie "femme".

---

<sup>1</sup> [Mémoire d'Amicus Curiae présenté à la Cour interaméricaine des droits de l'homme, 2017](#)  
[Nés libres et égaux: orientation sexuelle et identité de genre en droit international des droits de l'homme](#), Deuxième édition 2019 (disponible en anglais uniquement), UN OHCHR

Comité CEDAW, [Recommandation générale n°35](#)

CEDAW/C/GC/35, para. 12

CEDAW/C/GC/35, para. 23|

CEDAW/C/GC/35, para. 31(b)

CEDAW/C/GC/35, para. 34(a)

Nous voyons bien que vous avez cherché à présenter un point de vue équilibré qui tienne compte de multiples positions. Mais nous sommes préoccupé·e·s par l'apparent **affaiblissement** dont font l'objet les normes internationales en matière de droits humains et qui finira par faire plus de mal que de bien.

En nuanciant l'application du droit humain international et en rejetant l'appel des principes de Jogjakarta à reconnaître légalement l'identité de genre auto-définie de chaque personne, la lettre **affaiblit** et contredit l'ensemble bien établi des normes internationales, y compris celles émises par votre propre mandat précédemment.<sup>2</sup> De plus, en recommandant de renforcer l'examen et les obstacles à la reconnaissance légale du genre, vous vous écartez également des bonnes pratiques en matière d'autonomie corporelle qui ont été établies et reconnues par les organes des Nations Unies chargés des droits humains, et qui sont de plus en plus adoptées par les États et les organes régionaux de défense des droits humains dans le monde entier. Au cours de la dernière décennie, 16 États membres de l'ONU<sup>3</sup> ont adopté une législation sur la reconnaissance légale du genre basée sur l'autodétermination et quatre autres ont adopté une telle législation dans des juridictions infranationales.

Votre lettre tombe à un moment où les programmes antitrans à l'œuvre au Royaume-Uni et au niveau international diabolisent un groupe de personnes déjà marginalisé, avec des impacts très réels. À l'origine de certains des discours antitrans les plus courants au Royaume-Uni figurent des groupes coordonnés qui sont réputés pour s'opposer violemment aux droits des trans<sup>4</sup>. En tant que RS sur la violence contre les femmes, vous n'êtes pas sans savoir qu'il existe **un continuum de violence allant du plan discursif aux actes de violence physique**. Au cours de la période entourant la consultation sur la loi sur la reconnaissance du genre au Royaume-Uni, alors que la désinformation et les discours anti-trans proliféraient dans les

---

<sup>2</sup><https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=26484>

<sup>3</sup> Argentine (2012), Belgique (2018), Brésil (2018), Colombie (2015), Costa Rica (2018) Danemark\* (2014) [Genre auto-déterminé, néanmoins accordé seulement après une "période de réflexion" de 6 mois à l'issue de laquelle les demandeurs·ses doivent "confirmer" leur demande]. Grèce\* [Genre auto-déterminé, néanmoins les demandeurs·ses marié·e·s doivent divorcer car le mariage homosexuel n'existe pas], Islande (2019), Irlande (2015), Luxembourg (2018), Malte (2015), Nouvelle Zélande (entrera en vigueur 2023), Norway (2016), Portugal (2018), Suisse (2022), Uruguay (2018).

<sup>4</sup> Par exemple, dans un mémoire s'opposant à la réforme lors de la consultation sur la loi relative à la reconnaissance du genre au Royaume-Uni, Women's Human Rights Campaign (aujourd'hui connue sous le nom de Women's Declaration International) désigne les femmes transgenres comme des "hommes", et affirme que le "transgendérisme" est fondé sur des "rôles stéréotypés pour les hommes et les femmes", tout en faisant référence à l'appel de la CEDAW à éliminer toutes les pratiques basées sur de tels stéréotypes. <https://committees.parliament.uk/writtenevidence/17510/pdf/>

La même organisation a tenu des événements à la Commission de la condition de la femme de l'ONU qui ont promu une désinformation anti-trans extrême

: <https://www.awid.org/news-and-analysis/trojan-horses-human-rights-spaces> (disponible en anglais uniquement)

Pour en savoir plus sur le climat anti-trans qui entoure le programme de lutte pour les droits des genres, voir :

<https://awid.org/sites/default/files/2022-08/Final%20EN%20Web%20-%20Gender%20Ideology%20Brief%20-%20July%202022.pdf>

médias, les crimes de haine transphobes ont quadruplé au Royaume-Uni (2018-2021)<sup>5</sup>. Le fait de faire allusion aux soi-disant "prédateurs" et "mâles violents" lorsqu'on discute de la GRR légitime les dangereux discours antitrans qui alimentent la violence ciblée et la discrimination à l'encontre des personnes trans.

Certaines parties de la lettre suggèrent qu'il existe un lien entre la suppression des obstacles à la reconnaissance légale du genre et l'augmentation du risque de "violence masculine" et de "retraumatisation et revictimisation" des survivants de la violence. **Cela manque de preuves empiriques et ne reflète pas les expériences vécues** par les personnes trans ou celles qui interagissent avec elles, y compris les femmes cis qui accèdent à des services ou qui se trouvent dans des lieux d'incarcération. Elle néglige également les 16 pays<sup>6</sup> où des lois de reconnaissance du genre basées sur l'auto-identification ont été mises en œuvre sans aucune preuve de conséquences négatives au cours de la dernière décennie. De même, la menace d'une utilisation frauduleuse des certificats de genre identifiée comme un "risque potentiel" à la page 8 de la lettre n'est pas étayée. En plus de présenter les personnes trans comme des boucs émissaires, elle met l'accent sur la violence interpersonnelle perpétrée par des étrangers dans des situations hypothétiques spécifiques et "exceptionnalise", alors que les données sur la violence liée au genre mettent en évidence d'autres priorités, telles que la violence exercée par des partenaires intimes<sup>7</sup>, des membres de la famille ou d'autres connaissances, ainsi que toute la gamme des structures et normes économiques, sociales, psychologiques et politiques qui maintiennent les catégories et les rôles binaires liés au genre (y compris les nombreux obstacles à la reconnaissance légale du genre). En effet, la prévalence persistante de la violence liée au genre à tous ces niveaux montre que les hommes n'ont pas besoin d'avoir accès aux lieux sûrs pour femmes afin de perpétrer des actes de violence liés au genre.

Certaines parties de cette lettre suggèrent également à tort qu'il existe un conflit entre le respect des droits des femmes transgenre et ceux des femmes cis. **Non seulement cela établit une rivalité entre les droits des femmes trans et ceux des femmes cis, mais cela sape le principe de l'universalité et de l'indivisibilité des droits.** Nous affirmons que la réalisation des droits de tous les groupes marginalisés est intrinsèquement liée, et que l'universalité et l'indivisibilité doivent rester au cœur de tout travail sur les droits humains. Selon nous, cette position va également à l'encontre de celle, commune à plusieurs mandats de procédures

---

<sup>5</sup>Sian Norris, Cooptation par l'extrême droite de la question des droits des transgenres, *Byline Times*, 30 septembre 2021.

<https://bylinetimes.com/2021/09/30/the-far-right-co-option-of-the-transgender-rights-issue/> (en anglais uniquement)

<sup>6</sup> Argentine (2012), Belgique (2018), Brésil (2018), Colombie (2015), Costa Rica (2018), Danemark\* (2014) [Genre auto-déterminé, néanmoins accordé seulement après une "période de réflexion" de 6 mois à l'issue de laquelle les demandeurs·ses doivent "confirmer" leur demande]. Grèce\* [Genre auto-déterminé, néanmoins les demandeurs·ses marié·e·s doivent divorcer car le mariage homosexuel n'existe pas], Islande (2019), Irlande (2015), Luxembourg (2018), Malte (2015), Nouvelle Zélande (entrera en vigueur 2023), Norway (2016), Portugal (2018), Suisse (2022), Uruguay (2018). Argentine (2012), Belgique (2018), Brésil (2018), Colombie (2015), Costa Rica (2018)

<sup>7</sup>

<https://www.un.org/en/desa/world%E2%80%99s-women-2020-intimate-partner-violence-most-common-form-violence-against-women>

spéciales des Nations Unies et au Comité CEDAW<sup>8</sup>, qui affirme que les femmes transgenres sont des femmes.

L'une des recommandations proposées par la lettre est de faire une distinction entre services "unisexes" et "basés sur le genre". En plus d'être très irréaliste et peu pratique pour un secteur de la violence basée sur le genre qui est perpétuellement sous-financé et dé-priorisé à travers le monde, cette distinction n'est pas conforme aux normes internationales en matière de droits humains. En vertu de la législation internationale en matière de droits humains, **la notion d'interdiction de la discrimination fondée sur le "sexe" a considérablement évolué pour traiter de la discrimination fondée sur la construction sociale des stéréotypes de genre, plutôt que sur une conception étriquée des caractéristiques physiologiques.** Pourtant, le récent programme de "droits fondés sur le sexe", élaboré par des groupes antitrans, cherche à établir une nouvelle acception - extrêmement patriarcale - de ce qu'est une femme, fondée sur l'idée que l'oppression subie par les femmes dans la société n'est pas due à leur genre, mais à une notion obsolète et essentialiste de sexe biologique.

**Nos préoccupations doivent également être comprises dans le contexte plus large d'une infiltration étendue des espaces multilatéraux des droits humains par des acteurs anti-droits,**<sup>9</sup> qui visent clairement à abaisser les normes internationales et à promouvoir des points de vue rétrogrades. Ces forces antidroits, qui œuvrent simultanément contre les droits des femmes, des personnes LGBTQI et des groupes minoritaires, tentent de saper l'universalité et d'affaiblir la capacité du multilatéralisme à demander des comptes à ceux qui violent les droits. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous attaquer aux différents aspects de ce problème de manière isolée. Nos organisations ont largement documenté<sup>10</sup> les liens entre les groupes antitrans qui utilisent les arguments des droits des femmes et les groupes fondamentalistes chrétiens, par exemple. Certains des groupes mentionnés dans la lettre ont été créés dans le seul but de s'opposer aux lois et aux politiques de renforcement des droits des personnes trans, et ne devraient donc pas être considérés comme des sources légitimes d'information sur les normes relatives aux droits des femmes. L'un des groupes mentionnés dans la lettre (For Women Scotland) a collaboré avec un groupe chrétien (The Christian Institute) qui a défendu la pratique de la thérapie de conversion. Cela est extrêmement inquiétant et indique clairement que ce ne sont pas là des programmes qui devraient influencer les normes des droits humains en matière de violence à l'égard des femmes. Nous craignons que certains de ces acteurs n'utilisent la communication pour faire avancer leur programme de discrimination et ce, même si telle n'était pas son intention initiale.

Nous croyons que les titulaires de mandats de procédures spéciales peuvent jouer un rôle majeur dans la protection de l'intégrité du système de l'ONU et dans l'avancement des droits humains.

---

<sup>8</sup> Dans sa recommandation générale n° 35 sur la violence fondée sur le genre à l'encontre des femmes, le Comité CEDAW cite le fait d'être trans parmi les facteurs qui affectent la vie des femmes et qui sont inextricablement liés à la discrimination à laquelle elles sont confrontées. [CEDAW/C/GC/35](#), par. 12.

<sup>9</sup> Rapport tendances OUR 2021 [Nos droits en danger : il est temps d'agir](#)

<sup>10</sup> Rapport tendances OUR 2021 [Nos droits en danger : il est temps d'agir](#) et résumé OUR 2022 [Discours sur l'idéologie de genre : une menace pour les droits humains](#) (en anglais-seulement), t

Nous espérons vivement que vous reconsidérerez votre position et que vous ferez respecter les normes établies en matière de droits humains concernant la reconnaissance légale du genre et l'identité de genre dans le cadre de votre travail, et que vous veillerez à ce que tout travail entrepris ne cause aucun préjudice ni ne soutienne les régressions et les violations mêmes, que les procédures spéciales ont pour mandat de combattre et de dénoncer. Nous serions également heureux·ses d'avoir la possibilité d'aborder ce sujet plus en profondeur avec vous.

Sincèrement,



From: AWID, CREA, Count Me In consortium, ILGA World, IWRAP Asia Pacific, Sexual Rights Initiative

To: Special Rapporteur on Violence Against Women, Ms. Reem Al Salem

CC: Chief, Special Procedures Branch, Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, Ms. Beatriz Balbin

Object: official communication to the mandate

November 30, 2022

Dear Ms. Al Salem,

We, the undersigned organizations, have noted the publication of the letter of 23rd of November 2022 sent by your mandate to the UK government, regarding the Gender Recognition Reform (Scotland) Bill (GRR) currently before the Scottish Parliament.

As a coalition of feminist and international women's rights organizations, we firmly believe in bodily autonomy for all people - cis, trans, and non-binary alike. We see the changes proposed in the GRR as positive steps towards recognising, protecting and fulfilling trans people's human rights. We see this advancement to be in line with important UN documents<sup>11</sup>. We also share your proposal to acknowledge and recognize non-binary identities, such as gender identities that are neither "man" nor "woman".

We can see that your intention may have been to present a balanced view that takes into account multiple positions. However, we are concerned by the seeming watering-down of international human rights standards, which will ultimately cause more harm than good.

---

<sup>11</sup> [Amicus Curiae brief of High Commissioner to the Inter-American Court of Human Rights](#), 2017 [Born Free and Equal: Sexual Orientation, Gender Identity and Sex characteristics in International Human Rights Law](#), Second Edition 2019, UN OHCHR

CEDAW Committee, [General Recommendation 35](#)

CEDAW/C/GC/35, para. 12

CEDAW/C/GC/35, para. 23|

CEDAW/C/GC/35, para. 31(b)

CEDAW/C/GC/35, para. 34(a)

By qualifying the application of international human rights law and dismissing the Yogyakarta principles' call for the legal recognition of each person's self-defined gender identity, the letter waters down and contradicts the well-established body of international standards, including from your own mandate.<sup>12</sup> Further, your recommendation for more scrutiny and barriers for legal gender recognition also deviates from good practices on bodily autonomy that have been established and recognized by the UN HR bodies, and that are increasingly adopted by states and regional human rights bodies around the world. Within the last decade 16 UN member states<sup>13</sup> have adopted legal gender recognition legislation that is based on self determination and another four<sup>14</sup> have passed such legislation in sub national jurisdictions.

Your letter comes at a time when the anti-trans agendas at play in the UK and transnationally are demonizing an already marginalized group of people, with very real impacts. At the source of some of the most common anti-trans narratives in the UK are coordinated groups with a track record of vehemently opposing trans rights<sup>15</sup>. As the SR on VAW, you are surely aware that there is a **continuum of violence from the discursive level to physical violence**. In the period surrounding the Gender Recognition Act consultation in the UK, when misinformation and anti-trans narratives proliferated in the media, transphobic hate crimes quadrupled in the UK (2018-2021)<sup>16</sup>. Referring to so-called "predators" and "violent males" when discussing the GRR legitimizes dangerous anti-trans narratives that fuel the targeted violence and discrimination against trans people.

Parts of the letter suggest a connection between the removal of barriers for legal gender recognition with increased risk of "male violence" and "retraumatization and revictimization" of survivors of violence. This **lacks empirical evidence and does not reflect the lived experiences** of either trans people or those interacting with them, including cis women

---

<sup>12</sup> <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=26484>

<sup>13</sup> Argentina (2012), Belgium (2018), Brazil (2018), Colombia (2015), Costa Rica (2018) Denmark\* (2014) [Self-ID, however: granted only after a 6-month "reflection period" at the end of which applicants must "confirm" their application], Greece\* [Self-ID, however: married applicants must divorce because there is no same-sex marriage], Iceland (2019), Ireland (2015), Luxembourg (2018), Malta (2015), New Zealand (will enter into effect in 2023), Norway (2016), Portugal (2018), Switzerland (2022), Uruguay (2018).

<sup>14</sup> Australia, Canada, Mexico, USA

<sup>15</sup> For example, a submission opposing reform during the Gender recognition Act consultation in the UK, Women's Human Rights Campaign (now known as Women's Declaration International) refers to trans women as "men", as well as stating that "transgenderism" is based on "stereotyped roles for men and women", while referring to CEDAW's call to eliminate all practises based on such stereotypes.

<https://committees.parliament.uk/writtenevidence/17510/pdf/>

The same organization has held events at the UN Commission on the Status of Women that promoted extreme anti-trans misinformation:

<https://www.awid.org/news-and-analysis/trojan-horses-human-rights-spaces>

For more on the anti-trans climate surrounding the GRA, see:

<https://awid.org/sites/default/files/2022-08/Final%20EN%20Web%20-%20Gender%20Ideology%20Brief%20-%20July%202022.pdf>

<sup>16</sup> Sian Norris, Far-Right Co-optation of the Transgender Rights Issue, Byline Times, 30 September 2021. <https://bylinetimes.com/2021/09/30/the-far-right-co-option-of-the-transgender-rights-issue/>

accessing services or in settings of incarceration. It also overlooks the 16 countries<sup>17</sup> where gender recognition laws based on self-identification have been implemented without any evidence of negative consequences in the last decade. Similarly, the threat of fraudulent use of gender certificates identified as a “potential risk” in page 8 of the letter is unsubstantiated. In addition to scapegoating trans people, it emphasizes and exceptionalizes interpersonal violence perpetrated by strangers in specific hypothetical situations when the data on gender-based violence would point to other priorities, such as violence by intimate partners,<sup>18</sup> family members or other known people, as well as the whole gamut of economic, social, psychological and political structures and norms that maintain binary gender categories and roles (including the many barriers to legal gender recognition). Indeed, the continuing prevalence of gender-based violence at all these levels shows that men do not need access to women’s shelters to perpetrate gender-based violence.

Parts of the letter also wrongly suggest that there is a conflict between fulfilling the rights of trans women and cis women. **Not only does this pit the rights of cis women against trans women, it undermines the principle of the universality and indivisibility of rights.** We affirm that the fulfillment of the rights of all marginalized groups is intrinsically linked, and universality and indivisibility must remain at the heart of all human rights work. In our view it as well conflicts with the affirmation that trans women are women - a position common to several UN Special procedures mandates and the CEDAW Committee.<sup>19</sup>

One of the recommendations proposed by the letter is to differentiate “single-sex” and “gender-based” services. In addition to being highly unrealistic and impractical for a gender-based violence sector that is perpetually under-resourced and de-prioritized across the world, this differentiation is not consistent with international human rights standards. Under international human rights law, **the notion of discrimination being prohibited on the grounds of “sex” has evolved considerably to address discrimination based on the social construct of gender stereotypes, rather than based on narrow understandings of physiological characteristics.** Yet, the recent ‘sex-based rights’ agenda, originating from anti-trans groups, seeks to establish a new - and extremely patriarchal - meaning of what being a woman is, based on the idea that women experience oppression in society not because of their gender, but because of an outdated and essentialist idea of biological sex.

---

<sup>17</sup> Argentina (2012), Belgium (2018), Brazil (2018), Colombia (2015), Costa Rica (2018) Denmark\* (2014) [Self-ID, however: granted only after a 6-month "reflection period" at the end of which applicants must "confirm" their application], Greece\* [Self-ID, however: married applicants must divorce because there is no same-sex marriage], Iceland (2019), Ireland (2015), Luxembourg (2018), Malta (2015), New Zealand (will enter into effect in 2023), Norway (2016), Portugal (2018), Switzerland (2022), Uruguay (2018).

<sup>18</sup>

<https://www.un.org/en/desa/world%E2%80%99s-women-2020-intimate-partner-violence-most-common-form-violence-against-women>

<sup>19</sup> In its General Recommendation 35 on gender-based violence against women, the CEDAW Committee cites being trans among the factors that affect women’s lives and are inextricably linked to the discrimination they face. [CEDAW/C/GC/35](#), para. 12.



**Our concerns must be understood also within the wider context of extensive infiltration of multilateral human rights spaces by anti-rights actors<sup>20</sup>**, with clear objectives of lowering international standards and promoting retrograde views. These anti-rights forces work jointly against the rights of women, LGBTQI people and minority groups, attempting to undermine universality and weaken the ability of multilateralism to hold the violators of rights to account. As such, we cannot counter any part of this problem in isolation. Our organizations have extensively documented<sup>21</sup> connections between anti-trans groups that employ women's rights arguments with Christian fundamentalists groups, for instance. Some of the groups mentioned in the letter were set up with the sole purpose to oppose rights-affirming law and policy for trans people, and as such should not be treated as legitimate sources of information on women's rights standards. One group referenced in the letter (For Women Scotland) has collaborated with a Christian group (The Christian Institute) that has defended the practise of conversion therapy.<sup>22</sup> This is extremely worrying and clearly indicates that these are not agendas that should be influencing human rights norms on violence against women. We worry that some of these actors could use the communication to further their discriminatory agenda without it being the initial intention.

We believe in the strong role that Special Procedure mandate holders can play in protecting the integrity of the UN system and in advancing human rights.

We strongly hope you will reconsider your position and uphold established human rights standards regarding legal gender recognition and gender identity throughout your work and ensure that any work undertaken does not cause harm nor support the very retrogressions and violations that Special Procedures are mandated to challenge and report on. We would also welcome the opportunity to be in a deeper discussion with you about this.

Sincerely,



<sup>20</sup> OURs Trends Report 2021 [Rights at Risk: time for action](#)

<sup>21</sup> OURs Trends Report 2021 [Rights at Risk: time for action](#) and OURs brief 2022 [Gender ideology narratives: a threat to human rights](#)

<sup>22</sup>

[https://www.christian.org.uk/press\\_release/christians-threaten-legal-challenge-to-conversion-therapy-ban-if-prayer-outlawed/](https://www.christian.org.uk/press_release/christians-threaten-legal-challenge-to-conversion-therapy-ban-if-prayer-outlawed/)

<https://www.pinknews.co.uk/2022/01/26/christian-institute-conversion-therapy-ban/>

<https://www.christian.org.uk/banner/conversion-therapy-briefing/>

<https://www.supremecourt.uk/cases/uksc-2015-0216.html>

